



INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES

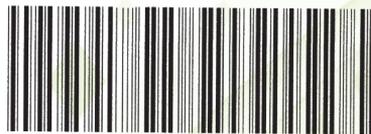
ISH

ETUDES MALIENNES

NUMERO SPECIAL

N° 89

REVUE SEMESTRIELLE N°89/DECEMBRE 2020 - ISH



ISSN 0378-2034



Actes du colloque :

« conflits armés et insécurité dans le Sahel ouest-africain : Défis et implications pour la recherche et l'éducation »

Coordonnés par : Dr Maria Grosz-Ngaté & Dr Boubacar Haidara

ETUDES MALIENNES

COMITE D'HONNEUR

Pr Adame Bâ KONARE, Bamako- Mali
Dr Kléna SANOGO, Bamako- Mali
Pr Issa N'DIAYE, Bamako- Mali
Pr Samba DIALLO, Bamako- Mali
Dr Paul GUINDO, Bamako- Mali

COMITE SCIENTIFIQUE

¹Le Comité scientifique du colloque était composé des membres ci-dessous :

Dr Daouda Kéita, Président ; Directeur-Musée National, et Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako

Dr Baba Coulibaly, Directeur de l'Institut des Sciences Humaines de Bamako

Dr Maria Grosz-Ngaté, African Studies Program, Indiana University Bloomington / Wuerzburg, Allemagne

Dr Boubacar Haïdara, LAM, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, chercheur associé ; et Faculté des Sciences Sociales, Université de Ségou

Dr Franz Kogelmann, Institut für Afrikastudien, Universität Bayreuth, Allemagne

Dr Moussa Sow, Directeur de recherche, Institut des Sciences Humaines de Bamako

Dr Mamoutou Karamoko Tounkara, Chef du département de sociologie, Faculté des Sciences Sociales, Université de Ségou.

REDACTEUR EN CHEF

- Dr Baba COULIBALY

MEMBRES

- Dr Facoh Donki DIARRA
- Dr Boubacar TOGOLA
- M. Moctar KONE
- Mme Koniba dite Marie SANOGO

Table des matières

Introduction.....	4
L'insécurité au Sahel ; comment gérer la proximité ? Ousmane SY	10
Leçons tirées de quelques expériences de terrain à l'Institut des Sciences Humaines par temps de crise sécuritaire. Baba COULIBALY	15
Le terrorisme, l'anthropologie sociale et l'éthique. Ludovic Ouhonyioué KIBORA	23
Chercheurs internationaux et locaux face aux défis sécuritaires : sous quelle(s) forme(s) peut-on encore faire la recherche dans le septentrion malien ? Boubacar HAIDARA, Mamoutou K TOUNKARA	
Quel impact de l'insécurité au Sahel sur les publications en sciences humaines et sociales ? Le bilan 2000 – 2018 d' <i>Afrique Contemporaine</i> et de <i>Politique Africaine</i> . Christian BOUQUET	48
Les défis liés à la recherche scientifique dans le contexte de la crise sécuritaire et de gouvernance au Mali à partir de 2012. Amadou TRAORE, Djibrilla A. CISSE	62
Le travail en équipe en zone rouge : opportunités méthodologiques et épistémologique des recherches de terrain au Burkina Faso et au Mali. Sten HAGBERG	72
Les avatars de la recherche géographique en milieu sahélien exposé à l'insécurité : témoignage à partir de deux études réalisées respectivement à Diffa (est du Niger) et à Ayorou (ouest du Niger). Abdou BONTIANTI	84
Enquête sur un conflit latent dans l'interfluve du cercle de Macina : le cas d'une pêcherie disputée entre les villages de Mérou et de Konkoukou. Fatoumata CAMARA	102
Terrain sensible et extrémisme violent au centre du Mali. Aly TOUNKARA	115
L'université de Ségou face aux défis des conflits armés et de l'insécurité dans les régions de Mopti et de Ségou. Soumaïla OULALE	124
Mise en œuvre d'un programme pluriannuel de recherche sur les mutations sociales et foncières en zone Office du Niger par temps de crise sécuritaire : quelles stratégies d'intervention ? Baba COULIBALY	138
Les recherches doctorales dans la crise sécuritaire malienne : les impacts sur le temps et le financement des doctorants. Balla DIARRA	140
Les recherches en sciences juridiques et politiques dans le contexte de crise sécuritaire au Mali : question épistémologiques, problèmes et perspectives- un regard à partir d'expériences personnelles. Amadou KEITA	142

Terrain sensible et extrémisme violent au centre du Mali

Auteur : Aly Tounkara

Enseignant-chercheur à l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako et Directeur du Centre des Études Sécuritaires et Stratégiques au Sahel (CE3S).

Résumé :

Le présent article éclairant ne se veut pas une histoire de toutes les difficultés d'investigation sur le terrain en tant que telle au centre du Mali. Il s'agit plutôt une approche critique des liens intrinsèques entre les questions identitaires, les sensibilités des sujets à enquêter et les actions des groupes extrémistes violents qui rythment le quotidien des populations de 2015 jusqu'à aujourd'hui. Le recours à l'identité et à l'analyse poussée montre qu'au-delà du facteur religieux, l'action violente peut émerger des revendications identitaires. Le Mali avait la réputation d'un pays relativement paisible et stable en matière de bonne gouvernance dans une région émaillée par des troubles politiques et des conflits sanglants. Depuis 2012, la violence terroriste et la réapparition des mouvements indépendantistes dans les régions Nord, ont attiré plus d'attention dans les débats internationaux et régionaux sur la sécurité, la gouvernance et le terrorisme. Pourtant, la restauration d'une paix et d'une sécurité durables au Mali devrait passer par la prise en compte de l'épineuse question de la hiérarchisation ethnique pour toutes les parties prenantes. ; à défaut, sa stabilité restera fragilisée, voire hypothéquée.

Mots clés : Centre du Mali, terrain sensible, violences, conflits intercommunautaires, identités, hiérarchies sociales.

Introduction

Le présent article a pour point de référence les évènements de 2012⁵¹, qui ont bouleversé le cadre habituel et les solutions traditionnelles. Cette crise multidimensionnelle provoque un dysfonctionnement dans l'évolution du pays, avec l'occupation des régions Nord du Mali (Kidal, Gao, Tombouctou,) et une partie du centre (Mopti et Ségou) par le Mouvement de libération de l'Azawad (MNL), les groupes extrémistes violents d'Ansar Dine (qui se réclament d'un islam « rigoriste », déclarent la guerre aux trafics et à l'immoralité, et revendiquent l'application de loi divine « la charia »), le Mouvement pour l'Unité du djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), le Front de Libération de Macina (qui voit le jour en 2015) et la présence d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). Enquêter sur un terrain miné par ces maux précités, n'est pas une tâche aisée du point de vue analytique. Ce travail du terrain est très souvent confié à des acteurs (enseignants locaux, agents du développement et des municipalités, et autres) qui ne sont pas forcément bien outillés pour le mener à bien. Le recours à ces personnes s'explique par le fait que les zones à explorer sont sous contrôle très souvent des groupes armés non conventionnels et lesquels groupes sont très hostiles à la présence d'une personne étrangère au terroir. D'où le choix de confier la collecte de données à ces acteurs afin de se prémunir des éventuels enlèvements ou toute autre situation malheureuse.

Les régions de Mopti et Ségou, stratégiquement situées au centre du Pays, ont fait l'objet de convoitise des groupes extrémistes violents (djihadistes) dont certains ont pu se faire des bases. Les deux régions seront fortement sévies par les occupants avant le début de l'intervention Serval, menée par l'armée française à partir de janvier 2013, et la Mission Internationale de Soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA, puis la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali, MINUSMA).

Bien avant l'intervention française, des éléments factuels pouvaient soulever des craintes quant à la présence d'une sorte de hiérarchisation ethnique, les clivages inter et intra ethniques qui pourraient servir des relais opérationnels à ces acteurs de la violence.

En effet, dans un contexte économique et géopolitique tendu et incertain, la stratification identitaire de certains acteurs locaux voire nationaux, peuvent devenir source de conflit et de violence entre les communautés et / ou l'État.

Nous avançons l'hypothèse que la saisie de l'identité comme un de facteurs clefs des conflits dans un climat de suspicion et de méfiance entre les acteurs n'est pas aisée pour le chercheur, car très souvent il s'appuie sur les témoignages de seconde main comme indiqué plus haut.

Avec le départ de l'État central dans certaines localités du Centre (Douentza, Tenenkou et Youarou) à la suite des évènements de 2012, les communautés en proie aux attaques des groupes radicaux violents vont développer des stratégies et des mécanismes endogènes de protection et de surveillance. Lesquels mécanismes et stratégies se sont essentiellement basés sur des référentiels communautaires et ethniques. C'est ainsi que des milices d'audience peulh et dogon vont voir le jour. Ces milices offrent une sécurité sélective aux populations des zones concernées en raison de leur appartenance ethnique réelle ou supposée.

⁵¹ Alexander Thurston et Andrew Lebovich, « A Handbook on Mali's 2012–2013 Crisis », Institute for the Study of Islamic Thought in Africa Working Paper Series, n° 13-001 (02 September 2013), <http://www.bcics.northwestern.edu/documents/workingpapers/ISITA-13-001>

Enfin, contrairement à une idée répandue, la violence ne se justifie pas seulement par une faible présence de l'État.⁵² Au contraire, l'État s'appuie souvent sur certains groupes ethniques au détriment des autres afin d'asseoir sa crédibilité.

Cet article pose les questions centrales suivantes :

Comment enquêter sur l'identité sur un terrain sensible afin de saisir les dynamiques conflictuelles au centre du Mali ?

Quelles sont les origines de l'extrémisme violent ou ses racines probables ?

Quels sont les rapports entre l'ethnie et la hiérarchie entre groupes dans la compréhension de l'extrémisme violent au centre du Mali ?

Pour répondre à ces questions, nous avons entrepris une vaste recherche documentaire et, surtout, un travail sur le terrain dans les localités de Douentza, Boni, Mondoro, Koro, Tenenkou et Macina avec l'aide des enseignants affectés dans les localités couvertes par la recherche, les agents des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les jeunes étudiants originaires des terroirs. Le terrain s'est déroulé entre 2018 et 2019 à la suite de plusieurs missions. Les investigations ont permis de réaliser des entretiens approfondis, des réunions de groupes de discussion rassemblant une large diversité d'acteurs dans les localités concernées par l'analyse, et la collecte d'un volume important de données empiriques.

Nous avançons l'hypothèse que le centre du Mali reste très vulnérable face à la menace de l'extrémisme violent en raison de la prédominance des hiérarchisations identitaires, ou des facteurs incitatifs qui alimentent le risque d'une nouvelle rébellion au Mali. A cela s'ajoute, d'autres facteurs sous-jacents, tels que la corruption endémique de certains représentants de l'État, l'instrumentalisation de certains chefs coutumiers et religieux ; de facteurs sociaux liés aux frustrations face aux attentes populaires non comblées, aux griefs d'une justice distribuée à géométrie variable et à la non-délivrance de certains services sociaux de base (l'accès à l'eau potable, l'éducation, la santé, etc.).

Du terrain sensible à l'extrémisme violent

L'analyse des différents discours recueillis auprès de nos enquêtés a révélé la présence et l'implication d'individus appartenant à toutes les sensibilités ethniques et communautaires des zones couvertes par la recherche. Il est à noter que les extrémistes violents comprennent des Peulhs, des Dogons, des Sonrhaïs, des Bella, des Tamasheqs et des Bambaras. Mais, les peulhs sont signalés par les autres communautés, notamment bambara et dogon comme étant les plus nombreux. Cette importance numérique des peulhs dans la violence peut s'expliquer en partie, le pourquoi d'un certain amalgame dont ils (Peulhs) se disent victimes dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Ainsi, sans vouloir la légitimer, la prépondérance marquée des Peulhs dans la violence s'explique par le fait qu'ils sont majoritairement nomades et donc anthropologiquement plus proches des éléments du MNLA. De plus, ce sont eux qui ont surtout porté politique du MNLA et massivement adhérents à l'idéologie extrémiste du Mouvement de l'Unité de Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

En février 2015, dans les régions de Mopti et de Ségou (Centre du Mali)⁵³, nous assistons à une apparition brutale et violente des milices d'autodéfense d'obédience peulh et

⁵² . Gilles Dorronsoro et Olivier Grejean, (dir), (2014), *Identités et politique. De la différenciation culturelle au conflit*, Paris, Presses de sciences Po.

⁵³ . Jeune Afrique, 25/08/2015 : le Front de Libération de Macina, un nouveau Boko Haram ?

dogon avec une radicalité inouïe. Leur discours reste similaire à celui des autres groupes extrémistes violents qui sévissent dans les régions nord du Mali.

En outre, les milices Donso (majoritairement des Dogon et Bambara) sont très décriées par la communauté Peulh qui les accuse d'être à l'origine de plusieurs exactions et abus.

Pour certains enquêtés, avec les donsons, il y a de sérieuses difficultés. D'abord « donso ka wajibi sariya tigge » « *la justice forcée des donso* ». « *En cas de problème, une des parties les interpelle, ils viennent et prennent les gens à la maison, les conduisent dans les camps et les châtient sérieusement. Le deuxième adjoint au maire d'une commune du cercle de Macina avait été arrêté, conduit au camp et bastonné pour avoir dit que leur verdict n'est pas à respecter parce qu'il ne représente point l'État* ».

Aujourd'hui, les associations des chasseurs Dosons ont pris de l'ampleur dans le Centre à tel point que « ni donso yé tɨŋni kɛ » « si le donso fait des dégâts » aucune autorité ne peut intervenir, poursuit un enquêté de Macina.

En outre, les chasseurs ne répondent à aucune convocation ni de la gendarmerie, ni de la justice encore moins des élus locaux et/ou chefs de villages dont beaucoup les ont rejoints. A cause de l'insécurité, les forces de coercition de l'État ne peuvent plus se déplacer jusque dans les villages où ils sévissent encore moins dans les camps des chasseurs.

Le nom du prédicateur controversé et influent peulh, Hamadoun Kouffa se trouve sur toutes les lèvres aujourd'hui à travers son mouvement, le Front de Libération de Macina ou la Katiba de Macina. Il fait parler de lui par des attaques perpétrées contre les forces de sécurité et de défense du Mali dans le Centre, plus particulièrement à Nampala, Ténenkou, Macina, Boukessi, Mondoro et Boni.

De nombreux interlocuteurs attribuent l'insécurité dans les régions de Mopti et de Ségou à un groupe armé désigné comme étant affilié au FLM⁵⁴. Ce mouvement semble avoir créé un sentiment de panique et d'angoisse chez les habitants. Les noms des extrémistes peulhs circulant sur des motos de marque *Sanili*⁵⁵ et se réclamant du prédicateur Hamadoun Kouffa, reviennent dans les discussions, même si les habitants disent ignorer où se trouve Hamadoun Kouffa lui-même depuis un certain temps.

C'est ainsi qu'un enquêté dans la commune de Mondoro (cercle de Douentza, région de Mopti) affirme ceci, à propos des attaques perpétrées contre les forces de sécurité dans la région :

« Toutes les attaques commises depuis le départ des djihadistes sont sans doute l'œuvre de Peulhs qui se réclament de FLM. Demandez aux autorités de la région, elles vous diront que toutes les arrestations faites jusqu'ici, il n'y a aucun dogon, ce sont des peulhs qu'on arrête partout ».

Ce discours incrimine clairement certains peulhs d'être à l'origine de l'offre de violence dans la région. Cependant, lorsqu'un chercheur se trouve dans des localités majoritairement habitées par des peulhs, ce sont les milices dogons qui se trouvent sur toutes les lèvres comme étant les entrepreneurs de la violence dirigée contre l'ethnie peulh. Dans un tel climat de suspicion et de clichés, le travail du chercheur en sciences sociales devient de plus en plus

⁵⁴ . Créé dans la foulée en 2015, par Hamadoun Kouffa.

⁵⁵ . La Moto marque *Sanili* serait la plus utilisée par les extrémistes dans le Centre du Mali. Même si la même marque est utilisée par d'autres personnes non-membres de groupes extrémistes violents, en raison de son adaptation à l'état défectueux des routes.

difficile dans le souci de rester équidistant entre les communautés en conflits.

Pourquoi les peulhs sont toujours cités ?

Il est à noter que même entre peulhs, nous assistons à une stratification sociale,⁵⁶ dans la commune de Boni (cercle de Douentza, région de Mopti) par exemple⁵⁷, les Diallobé (dérivés de nom de famille Diallo) qui sont des bergers par excellence et gouvernés par les Yiraïbé ou Wewebé (Dicko). Il semble que beaucoup de Diallobé ont adhéré aux différents mouvements djihadistes en espérant acquérir un statut social plus valorisant⁵⁸. Une enquêté témoigne en ces termes :

« Beaucoup d'esclaves peulhs ont été enrôlés par les djihadistes, parce qu'ils voulaient se venger de leurs maîtres qui n'ont aucune estime à leur égard. C'est le cas par exemple, d'un jeune Tamboura, ex-djihadiste, qui s'est vu conféré un statut social beaucoup plus valorisant sous l'occupation djihadiste dans la région ».

En effet, dans la région de Mopti, lorsqu'arrivent les différents groupes extrémistes violents, la majorité de la population enrôlée n'est ni *salafiste* ni djihadiste, mais seraient simplement passive et en quête d'une identité sociale beaucoup plus valorisante, ou avait un sentiment de supériorité à l'égard des autres groupes ethniques de la localité. Il faut rappeler que les peulhs sont fortement taxés par les autres groupes ethniques, d'avoir un sentiment de supériorité vis-à-vis d'eux. Une enquêté l'exprime en ces termes :

« Les peulhs, même, s'ils sont minoritaires dans une localité, ils ne cherchent jamais à parler la langue dominante de ladite localité. Vous prenez la commune de Mondoro, les dogons sont majoritaires, mais les peulhs qui y habitent ne parlent jamais le dogon. Ce sont les dogons qui sont obligés de parler leur langue. Cela dénote qu'ils ont un sentiment de supériorité »

Dans l'imaginaire collectif dogon, les peulhs seraient caractérisés par la faiblesse physique et mentale et sont considérés comme des traîtres aussi. De même chez les Peulhs également, les dogons seraient considérés pour des idiots et naïfs. Ce sont ces préjugés antérieurs à la crise de 2012 qui rythment souvent le quotidien des groupes ethniques. L'insécurité grandissante a fortement contribué à raviver ces clichés et favorisé par ricochet, l'instrumentalisation de l'ethnique et du communautaire par les groupes radicaux violents.

Pour rappel, peu avant les événements de 2012, un conflit sanglant qui a fait plus d'une centaine de morts entre peulhs et dogons éclata dans le village de Sari, cercle de Koro, région de Mopti à la suite d'un vol de bétail.

Certes, tant les groupes extrémistes que l'État malien sont tout à fait conscients du caractère versatile de la hiérarchisation ethnique, des préjugés, et de la complicité de certaines notabilités locales quant à l'enrôlement des acteurs par les différents groupes extrémistes violents.

L'accès à la gouvernance locale et les droits coutumiers peuvent constituer des véritables facteurs d'engagement des acteurs dans les groupes extrémistes violents. Beaucoup d'enquêtés rencontrés disent avoir écouté les prêches de Kouffà à travers des cassettes ou dans

⁵⁶ . Les noms de famille, Diallo et Sow sont essentiellement reconnus pour des bergers et commerçants. Quant au nom de famille, Barry et/ou Sangaré, ce sont des marabouts par excellence. Lorsqu'un Barry ou Sangaré exerce la fonction de l'imamat, il est appelé Cissé.

⁵⁷ . Institut d'Etude de Sécurité, rapport sur les facteurs d'engagement des jeunes dans les différents groupes extrémistes dans la région de Mopti, Juillet, 2016.

⁵⁸ . Généralement, dans le milieu peulh, tous les noms de famille à consonance Bambara, tels que Coulibaly et Traoré, sont des hommes de caste. Il n'est pas aussi rare, qu'un esclave prenne le nom de son maître.

des mosquées. Dans ses prêches, il remettait en cause l'organisation sociale existante, dénonçait les tares de l'État dans la distribution des services sociaux de base (éducation, eau, santé) et incitait les fidèles à s'affranchir du joug de l'oppression de la chefferie traditionnelle.

Aujourd'hui, le Macina, cette région qui s'étend de la frontière mauritanienne à la frontière burkinabè et dont l'épicentre se situe autour de Mopti, est l'un des principaux théâtres des violences qui minent le Mali. Et ceux qui le peuplent majoritairement, sont des Peulhs et qui sont entre le collimateur des autorités maliennes et des forces de sécurité étrangères présentes sur le territoire national. Il apparaît ici important, de saisir aussi les tensions liées au pâturage.

Du pastoralisme aux revendications identitaires

Le pastoralisme malien est soumis à des perturbations d'ordre climatique, économique, sanitaire, social et politique, rendant davantage incertaines la problématique de production et la question des profils de consommation⁵⁹. Dans le centre du Mali (Ségou et Mopti), l'élevage pastoral y est prépondérant tant parmi les populations sédentarisées que parmi les pasteurs nomades dont les familles se sédentarisent de plus en plus.

Depuis la recrudescence de rébellion touarègue en 2012, la cinquième rébellion depuis l'indépendance du Mali, qui frappe le centre, des épisodes d'aggravation alternent avec les revendications d'ordre identitaire. Cette insécurité chronique gêne la mobilité des troupeaux, seuls moyens efficaces de la subsistance de la population pastorale constituée essentiellement de peulhs. La transhumance se trouve heurtée à des difficultés qui aboutissent à des tensions meurtrières entre éleveurs et paysans.

En outre, les perturbations climatiques, de plus en plus récurrentes se traduisent, entre autres, par des déficits pluviométriques et débouchent sur des tensions entre les populations pastorales (Peulhs) et les sédentaires (Bambara et dogons). Dans ce climat de suspicion et de méfiance, est né un mouvement dénommé, l'Alliance Nationale pour la Sauvegarde de l'Identité Peuhle et la Restauration de la Justice (ANSIPRJ) par Oumar Aldjana.⁶⁰. Ce mouvement estime que la justice est rendue dans le centre à deux vitesses, ce sont les peulhs qui sont toujours lésés dans leurs droits. C'est ainsi que beaucoup de nos enquêtés peulhs dans les deux régions affirment que :

« Les forces de sécurité et de défense n'arrêtent que des peulhs dans le cadre de lutte contre l'extrémisme violent, et la justice n'a jamais donné raison à un peulh contre une autre personne non peuhle »

Beaucoup de peulhs dénoncent les exactions et les arrestations arbitraires dont ils font l'objet. C'est ainsi que sur les antennes de la Radio France Internationale (RFI), que l'ancien président de l'assemblée nationale du Mali, le professeur Ali Nouhoum Diallo, coordinateur de toutes les associations peulhs du Mali soutient que :

« Certains éléments de nos forces armées et de sécurité qui n'ont pas été suffisamment bien éduqués militairement, politiquement, pour un oui, pour un non tombent sur les Peuls, les ramassent ! Ils sont enfermés ! Spoliés de leurs biens ! Il faut reconstruire la colonne vertébrale

⁵⁹ . Rapport sur le Projet Régional d'Appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS), février 2015.

⁶⁰ . Le 18 juin, 2016, Oumar Aldjana passe un coup de fil auprès de l'Agence France Presse et annonce la création de son mouvement, après avoir quitté une autre association peuhle, Kawral *Pulaaku*. Oumar Aldjana, est originaire du cercle de Niafouké (région de Tombouctou), fils d'un touareg et d'une peuhle.

de tout l'Etat : les forces armées et de sécurité »⁶¹.

Malgré des dispositions législatives et réglementaires en faveur du pastoralisme (Charte pastorale), les éleveurs se disent confrontés à des problèmes liés à leur insertion sur des espaces non affectés officiellement en zones agricoles et zones de pâturage et par conséquent, non sécurisés. Ils sont amenés à utiliser des pâturages parfois très éloignés des marres ou des points d'eau dédiés à cet effet. Il semble important à ce niveau de s'intéresser à certaines pratiques non orthodoxes de certains agents publics.

De la corruption de certains agents d'État à la gronde sociale

Après plus de cinquante ans d'indépendance, on se demande si la corruption des fonctionnaires du Mali n'est pas en passe de devenir quelque chose de légitime. L'argent est devenu la référence et le symbole de l'exemplarité, et l'investigation reste peu réactive dans la poursuite des délits de ce type et la prévention totalement absente⁶². Pour comprendre l'ampleur du phénomène, beaucoup de nos enquêtés décrivent l'attitude des magistrats, gendarmes, agents des eaux et forêts et policiers qui passent le plus clair de leur temps à racketter les populations. Ce qui fait dire à un enquêté peulh de Ségou que :

« Les agents de l'État dans la brousse ne font que s'enrichir sur le dos des populations. Dans tous les postes de contrôle, les gendarmes ne font que racketter les passagers et font subir toutes sortes d'atrocité à ceux qui refuseraient de leur donner de l'argent ».

La corruption n'est pas un problème du droit pénal seulement, mais un problème de sociologie criminelle et de criminologie⁶³. Elle témoigne à suffisance le manque d'intégrité et d'honnêteté dont fait preuve un agent public. La corruption est un phénomène généralisé au Mali. Les fonctionnaires n'ont pas échappé à cette règle. Il est important qu'on mette le doigt sur ce phénomène qui gangrène la société, et l'amène à assister à ses propres funérailles.

En effet, certains officiers de l'armée régulière,⁶⁴ même s'ils ne sont pas forcément amis avec certains terroristes, et bandits armés, n'apparaissent pas non plus comme des ennemis irréductibles⁶⁵. Face à cette énigme, une enquêtée à Douentza (région de Mopti) tente d'apporter des éléments d'explication :

« Parfois, les forces de sécurité possèdent des contacts téléphoniques de certains bandits armés. Ils les appellent pour les prévenir de patrouilles militaires. Contre le paiement d'une somme d'argent. Alors, ils prennent la tangente ».

Plus personne ne semble comprendre le traitement privilégié accordé aux bandits au détriment et au grand dam de leurs victimes.

L'élite politique malienne doit faire preuve de courage en s'attaquant à ce fléau et à l'immoralité de certains fonctionnaires quant à leur gestion des biens publics. Il se trouve encore qu'après tant d'années d'indépendance, des fonctionnaires qui continuent à soustraire de l'argent ou des biens mobiliers et/ou immobiliers aux usagers des services publics et à les arnaquer sans crainte aucune d'une quelconque sanction qui pourrait leur être infligée. Livrer

⁶¹ . Cette déclaration du 11 septembre 2016, sur les antennes de RFI a suscité beaucoup de commentaires, tant chez les politiques, civils que militaires.

⁶² . Noël Pons, (2012), *La corruption des élites. Expertise, lobbying, conflits d'intérêts*, Paris, Odile Jacob.

⁶³ . Sarassoro Yyacinthe, (1980), *la corruption des fonctionnaires en Afrique. Étude de droit pénal comparé*, Paris, Economica.

⁶⁴ . L'assassinat en 2009, du colonel Lamana Ould Bou à Tombouctou par des commandos appartenant à la nébuleuse terroriste de la région, a suscité beaucoup de commentaires et d'interrogations, quant à une quelconque complicité entre la hiérarchie militaire et les extrémistes violents.

⁶⁵ . Serge Daniel, (2012), *AQMI. L'industrie de l'enlèvement*, Paris, Fayard.

sans pitié à la justice, tous les agents publics peu soucieux de l'intérêt général, tel doit être le rôle du ministère public dans un État de droit. Ce manque d'intégrité et du sérieux dans la gestion de biens publics constitue un réel frein au développement économique et social du pays, mais surtout un sérieux facteur d'instabilité politique et institutionnelle que connaît le centre du Mali.

En effet, l'image qu'ont les citoyens de l'État est étroitement liée aux réalités politiques et économiques dont le pays fait l'objet. Tout comportement contre le devoir d'intégrité entraîne des conséquences néfastes quant aux rapports qu'entretiennent les citoyens vis-à-vis de l'État.

Il n'y a aucune forme d'équivoques que le peuple se réfère à la classe dirigeante : si les dirigeants sont réactionnaires, malhonnêtes, égoïstes et corrompus ; le peuple sera découragé et manquera certainement d'esprit d'initiative⁶⁶. La conséquence en est que, le peuple perd confiance dans son élite, qu'il juge incapable et corrompue et sera prêt à suivre les extrémistes violents qui lui promettent un avenir meilleur et serein. N'a-t-on pas constaté, en effet, entre autres causes de la crise militaro-sécuritaire au Mali en 2012 que le pays était terriblement affligé par la corruption.

Les différentes rébellions que connaît le septentrion malien, imputent la crise sécuritaire à la corruption des institutions politiques, civiles, militaires, l'insouciance de l'élite au pouvoir et refusent par conséquent, les solutions de sortie de crise à travers l'accord pour la paix et la réconciliation.

Conclusion :

L'analyse des entretiens réalisés dans des conditions difficiles dans les régions de Ségou et Mopti, a révélé que l'insécurité, qu'elle soit le fait des revendications identitaires ou du Front de Libération du Macina (FLM), constitue la principale préoccupation des populations de ces localités. Pour la saisie du phénomène, la posture du chercheur reste délicate aux yeux des acteurs en présence. Aussi, a-t-elle montré l'articulation entre l'ethnie et la violence qui pose inévitablement le problème de la faiblesse de l'État. Plus l'État wébérien, défini comme « organe », entre en symbiose avec des forces qui lui sont extérieures et passe par une fragmentation interne, plus il devient un champ militarisé et se transforme, malgré la présence de l'armée et les forces internationales, en un État incapable de créer de la légitimité en assurant ses fonctions régaliennes.

L'État malien n'a qu'une emprise limitée sur la situation : mauvaise gestion des conflits communautaires, mauvaise gouvernance, griefs judiciaires, demandes sociales non satisfaites et insuffisance de perspectives professionnelles pour les populations jeunes. Donc, le lien entre l'extrémisme violent et le marquage religieux n'est pas, en occurrence, évident ici. L'étude a plutôt révélé que l'instrumentation de l'ethnique, du communautaire par les groupes extrémistes violents, la persistance des préjugés entre les communautés, le comportement peu orthodoxe de certains représentants de l'État, sont entre autres, des facteurs explicatifs de la recrudescence des tensions au Centre du Mali.

Un Mali prospère et émergent, passera par une refonte de la gouvernance et une résolution des conflits inter et intra-communautaires en s'attaquant aux causes profondes de l'insécurité et non aux conséquences de celle-ci.

⁶⁶ Sarassoro Yyacinthe, (1980), *La corruption des fonctionnaires en Afrique. Étude de droit pénal comparé*, Paris, Economica.

Bibliographie

Daniel D., (2012), *AQMI. L'industrie de l'enlèvement*, Paris, Fayard.

Dorronsoro G. ; et Grejean, O., (dir), (2014), *Identités et politique. De la différenciation culturelle au conflit*, Paris, Presses de sciences Po.

Keita F., (2014), *Crise sécuritaire et violences au nord du Mali*, Bamako, Éditions la Sahélienne.

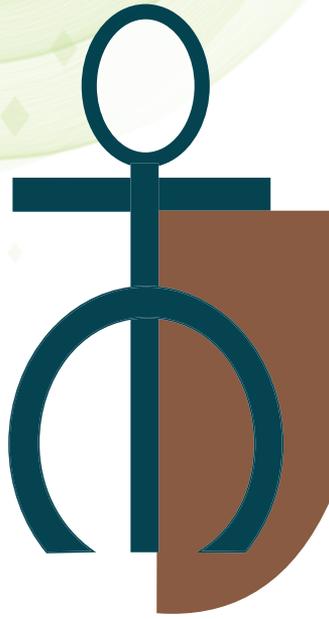
Pons N. (2012), *La corruption des élites. Expertise, lobbying, conflits d'intérêts*, Paris, Odile Jacob.

Thierry Perret T., (2014), Mali. *Une crise au Sahel*, Paris, Broché.

Toukara A. (2020), Mali. Analyse sociohistorique des conflits (Nord et centre) - l'État entre la recherche de légitimité et calomnies, Paris, Harmattan.

Trévidic M., (2013), *Terroristes, les 7 piliers de la déraison*, Paris, Éditions Jean-Claude Lattès.

Yacinthe S., (1980), *la corruption des fonctionnaires en Afrique. Étude de droit pénal comparé*, Paris, Economica.



ISH



ISSN 0378-2034

Imp. LINO • Tél: 20 22 49 01 - www.imprimerielino.com